

À l'espace femmes Boutique 18, une équipe pluridisciplinaire travaille pour que les femmes prostituées et usagères de drogues retrouvent un peu d'estime d'elles-mêmes.

45

Espaces femmes à Paris 18^e : « Se poser, à l'abri de la violence de la rue »

Entretien avec Bénédicte Bertin,

coordinatrice de l'espace femmes Boutique 18, centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques auprès des usagers de drogues (Caarud), Paris 18^e.

La Santé en action : Dans quel contexte votre structure d'accueil dédiée aux femmes a-t-elle été créée ?

Bénédicte Bertin : L'espace est un lieu destiné exclusivement aux femmes usagères de drogues et aux prostituées, consommatrices ou non de drogues. Après l'ouverture de la Boutique 18, au début des années 1990, l'équipe a constaté une difficile coexistence entre les publics féminin et masculin dans un lieu d'accueil unique assez petit. La mise en place de plages horaires réservées aux femmes ne fonctionnait pas très bien. Un local a été loué deux numéros plus loin dans la même rue pour accueillir les femmes ; en 1995, cet espace dédié a été reconnu ; une subvention et une équipe spécifiques lui ont été attribués.

Près de 90 % des femmes qui fréquentent la structure sont en situation de prostitution ; ceci est lié à notre implantation au cœur du quartier de la Goutte d'Or, dans le 18^e arrondissement de Paris. Les usagères de drogues et les prostituées ont en commun une forte stigmatisation sociale, qui rend difficile l'accès aux droits et aux soins. En 2016, nous avons comptabilisé 4 052 passages et enregistré dans la file active 247 femmes non usagères de drogues et 151 consommatrices de drogues. Ces dernières sont sans doute les plus vulnérables, ayant des conduites à risques majeures et étant



L'ESSENTIEL

■ **L'espace femmes à Paris dans le 18^e arrondissement, est un lieu d'accueil pour les femmes usagères de drogues et les femmes prostituées.**

■ **L'accès est anonyme, gratuit, le lieu est chaleureux et sécurisant : les femmes peuvent s'y poser sans formuler une demande précise.**

■ **Éducateurs, infirmier, médecin, socio-esthéticienne, podologue assurent un accompagnement pluridisciplinaire de ces femmes vivant dans une grande marginalité.**

régulièrement victimes de nombreuses violences. C'est principalement le crack qui est utilisé, souvent en association avec de l'alcool, des benzodiazépines ou des produits de substitution, comme le Subutex[®] qui est fumé. Ces produits ont des conséquences graves sur la santé physique et psychique, comme la dénutrition et la fatigue liée au manque de sommeil. La moyenne d'âge de ces femmes est de 36 ans ;

nous accueillons donc un groupe assez important de femmes de plus de 50 ans qui ont des années de rue derrière elles.

S. A. : Que leur propose l'espace femmes Boutique 18 ?

B. B. : C'est un lieu d'accueil, anonyme et gratuit, chaleureux et sécurisant, avec un accès à Internet, où les femmes peuvent venir se poser, à l'abri de la violence de la rue, sans être obligées de formuler une demande précise. Elles ont la possibilité de prendre une collation ou une douche, de laver leur linge, d'écouter de la musique, etc. L'accompagnement médico-social que nous proposons nécessite de prendre du temps. Pour ces femmes, parler de soi, de son corps et de sa santé n'est pas une chose facile. Nous sommes dans une démarche globale et pédagogique de promotion de la santé ; l'objectif est que chacune considère sa santé comme un capital à protéger et à ménager grâce aux soins et également en adoptant un mode de vie qui limite la prise de risques.

Réduction des risques

Espace Femmes à Paris, un centre d'accueil et d'accompagnement

C'est ce soutien à la diminution des risques qui constitue notre cœur de métier. Les femmes nous connaissent par le bouche à oreille et aussi parce que nous effectuons des maraudes pédestres dans le quartier pour les rencontrer tous les mardis après-midi. Cette démarche d'« aller vers » est indispensable pour créer du lien : nous distribuons du matériel de réduction des risques liés à la sexualité et à la consommation de produits, avec des messages de prévention en plusieurs langues (anglais et roumain), portant par exemple sur le test rapide à orientation diagnostique (TROD), cet outil de dépistage rapide du virus de l'immunodéficience humaine (VIH) et de l'hépatite. Il est proposé à l'espace femmes sans rendez-vous.

HONTE ET CULPABILITÉ FREINENT L'ACCÈS AUX SOINS

Nommé début février 2017 président de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives (MILDECA), Nicolas Prisse a choisi pour sa première prise de parole publique de se rendre, le 6 mars 2017, à l'espace femmes Boutique 18, qui est un centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (Caarud) situé porte de La Chapelle à Paris. Sa priorité : « *montrer l'importance que le gouvernement attache à la situation des femmes en termes de santé, d'accès aux droits et de lutte contre les violences, à la question particulière des addictions chez les femmes qui constituent un public prioritaire du plan gouvernemental 2013-2017 de lutte contre les drogues et les conduites addictives* ». Il a notamment présenté le guide *Femmes et Addictions*, réalisé par la fédération Addiction avec le soutien de la MILDECA, de la Direction générale de la santé et de la Direction générale de la cohésion sociale – service des Droits des femmes et de l'Égalité entre les femmes et les hommes. Ce guide fait partie des actions prévues dans le plan gouvernemental. À cette occasion, plusieurs spécificités des femmes usagères de drogues ont été rappelées :

- une stigmatisation plus importante que pour les hommes présentant des conduites addictives ;
- honte et culpabilité associées freinent l'accès aux soins ;
- les situations d'emprise sont plus fréquentes ;
- un accès compliqué à la réduction des risques sexuels et à la contraception ;
- des risques accrus d'avoir subi ou de subir des violences conjugales et/ou sexuelles ;
- des situations de prostitution beaucoup plus fréquentes que pour les hommes ;
- des risques accrus de précarité économique ;
- une image de mauvaise mère.

Autant d'éléments objectifs à prendre en compte dans une démarche d'accompagnement et de prise en charge de ces femmes.

S. A. : *Comment l'équipe est-elle constituée ?*

B. B. : Nous avons une équipe pluridisciplinaire qui travaille quotidiennement à ce que chaque femme retrouve un peu d'estime de soi. Elle est composée de trois éducateurs, une femme et deux hommes. La mixité de l'équipe et de l'encadrement est un choix. À l'intérieur du local, de nombreuses femmes, elles-mêmes victimes de violences, s'en prennent aux plus faibles par mimétisme. La présence de professionnels masculins permet d'apaiser les tensions. Pour des femmes qui ont toujours été dans des rapports de domination, qu'un éducateur puisse être bienveillant et disponible est un changement majeur. Un infirmier est présent à temps complet et un médecin généraliste vient deux matinées par semaine. Une socio-esthéticienne anime une fois par semaine un atelier consacré au bien-être et au soin de soi ; elle apprend également à confectionner des produits cosmétiques peu coûteux à partir d'aliments, ce qui permet aux participantes de développer leurs compétences psycho-sociales. Enfin, un podologue est disponible deux matinées par semaine ; il faut savoir que les consommatrices de crack sans domicile fixe dorment peu et marchent énormément. Prendre soin de ses pieds est une nécessité. Ces femmes vivant dans une extrême marginalité ne possèdent souvent aucun document ; une grande partie de notre temps est consacré à les accompagner dans leurs démarches administratives, y compris sur place, pour obtenir un titre de séjour, des papiers d'identité, le revenu de solidarité active (RSA), la couverture maladie universelle (CMU), etc. C'est un premier pas pour restaurer ou acquérir une citoyenneté. À côté des entretiens individuels, nous organisons aussi des ateliers collectifs sur des thèmes variés, par exemple la ménopause en raison de l'âge de notre public.

S. A. : *Pourquoi avez-vous créé un observatoire de la violence il y a deux ans ?*

B. B. : Nous étions un peu démunis face à la violence que subissent les femmes accueillies, qui sont multiples : agressions physiques, rackets, agressions sexuelles, viols, séquestrations, tentatives d'homicide. Nous avons travaillé avec un psychologue pour établir une sorte de grille d'évaluation qui nous permet de

mieux gérer l'entretien, de recueillir le récit de la violence, de mettre des paroles sur les faits et de les consigner et ainsi d'en avoir une trace écrite. En 2016, 33 femmes ont subi 81 situations de violence. Ce recueil de l'expression est un acte essentiel pour ensuite porter plainte, même si la plupart de ces femmes pensent qu'elles n'ont pas de droits. Nous sommes en relation avec le département de police judiciaire, ce qui nous permet de caler des rendez-vous pour que le dépôt de plainte soit réalisé dans un cadre intime ; nous accompagnons bien sûr les femmes à l'unité médico-judiciaire. Mais seulement 3 femmes ont déposé plainte ; 18 ont bénéficié d'une mise à l'abri, c'est-à-dire de plusieurs nuits d'hébergement en hôtel. En 2016, ce dispositif hébergement-hôtel a concerné 42 femmes qui étaient dans une extrême précarité, dans un état de santé dégradé et dans une situation administrative quasiment inexistante.

S. A. : *Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez ?*

B. B. : Il est parfois compliqué de donner à chacune une place individuelle dans cet espace collectif. Et la vie de la rue ne s'arrête pas à la porte de la structure. Les femmes se volent leur sac à main, leur téléphone portable, les vêtements qui sèchent. Il faut être vigilant à tout. Nous avons un règlement de fonctionnement qui stipule : pas de violence, respect envers le personnel et les autres femmes, pas de consommation de drogues *intra-muros* (des espaces de consommation à moindre risque seraient sans aucun doute à créer). Si l'une y contrevient, un entretien de recadrage peut être suivi d'une exclusion temporaire du lieu. De meilleures conditions d'accueil consisteraient à proposer un espace de repos là où, aujourd'hui, les femmes s'endorment sur des chaises. La gestion d'un lieu collectif ne va pas de soi : des frictions peuvent avoir lieu entre des femmes épuisées qui ne supportent pas le bruit et d'autres, plus en forme, qui souhaitent écouter de la musique ou partager un repas en chantant. De meilleures conditions d'accueil consisteraient à proposer des espaces d'accueil différenciés : l'un calme, l'autre plus convivial. ■

Propos recueillis par Nathalie Quéruel, journaliste.